CREFOP NORMANDIE

Comité Régional de l'Emploi de la Formation et l'Orientation Professionnelles

Normanvilles

LE CENTRE RESSOURCES POLITIQUE DE LA VILLE ET DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL DE NORMANDIE

Association ORS-CREAI Normandie

L'accès aux services des résidents des QPV

CMS 4 - Emploi - Economie

Vendredi 11 juin 2021

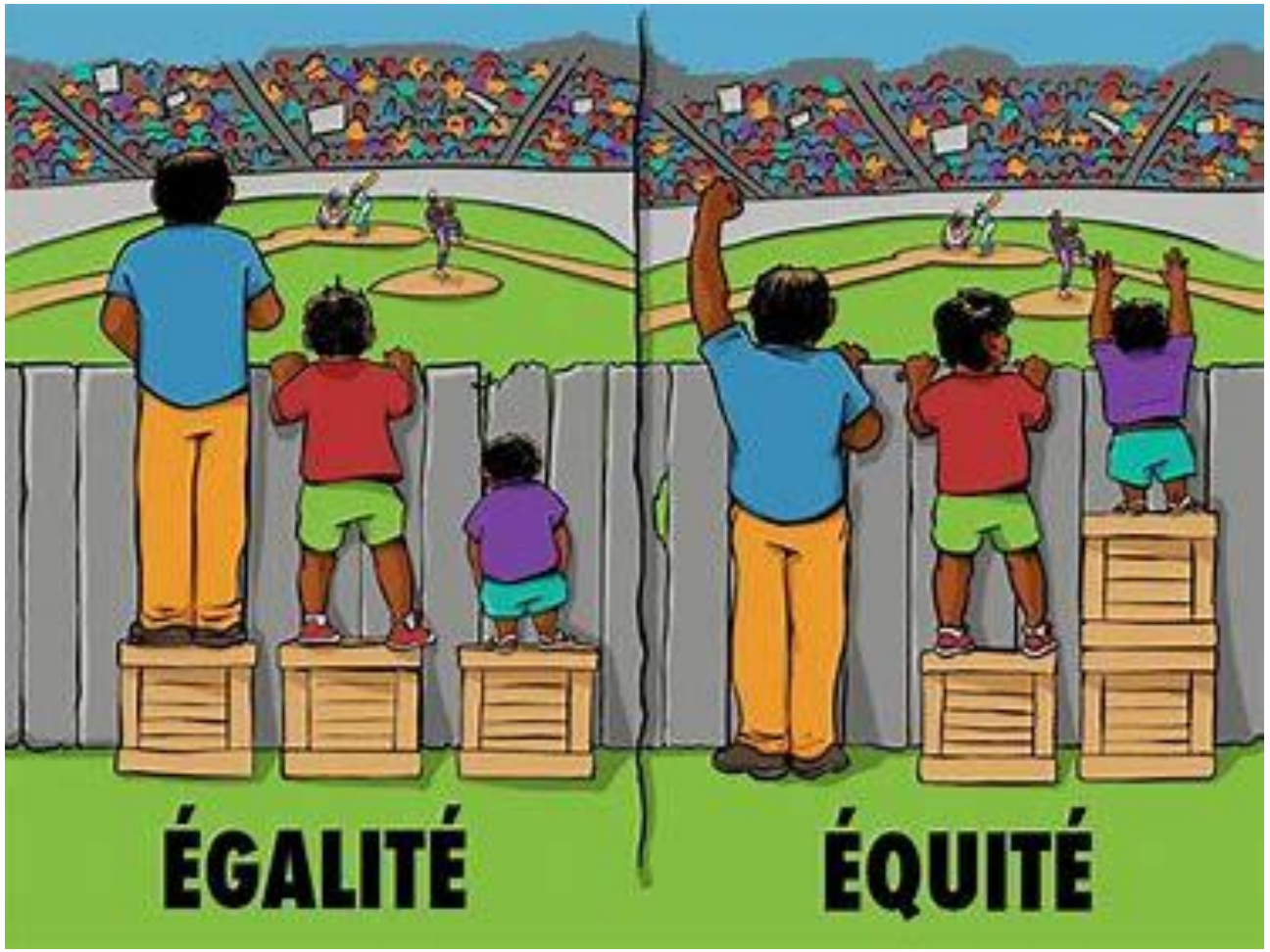
Ce que nous avons abordé la dernière fois

- ✓**Géographie prioritaire** et superposition des zonages dans le champ de la politique de la ville
- ✓Périmètre et gouvernance du **Contrat de ville**
- ✓Principales **caractéristiques des 62 quartiers** prioritaires normands
- ✓**40 ans de politique de la ville**, un bilan discuté

Un bilan discuté…

- ✓Le rapport critique de la cour des comptes
- ✓Quelques clés d'analyse complémentaires
  - Une fonction essentielle d'accueil
  - Des trajectoires positives et des savoir-faire
- ✓Impacts de la crise sanitaire (travaux du CNS) et plan de relance et orientations du CIV
- ✓**La mobilisation effective du droit commun**

Pourquoi parler de droit commun ?



- ✓Un principe d'équité
- ✓Crédits spécifiques, crédits levier ?
- ✓Une volonté d'objectivation des moyens de droit commun (Contrat de ville)

Equité dans l'accès au marché de l'emploi

✓Un taux de **chômage** près de 3 fois supérieur à la moyenne nationale

9 % vs 25% dans les unités urbaines englobantes (2017)

✓Une surreprésentation de catégories d'**actifs exposées** à ce risque

✓Un **effet quartier** dans le parcours formation – emploi démontré

- Conditions de vie défavorables à leurs études (logement, équipements)
- Ségrégation sociale qui nuit aux apprentissages (effets de pairs, affectation dans des établissements scolaires accueillant des publics défavorisés …)
- Manque d'informations en termes d'orientation et d'opportunités
- Pratiques empreintes de préjugés à leur égard, dans les phases d'orientation comme plus tard sur le marché du travail.

Des efforts certains mais …

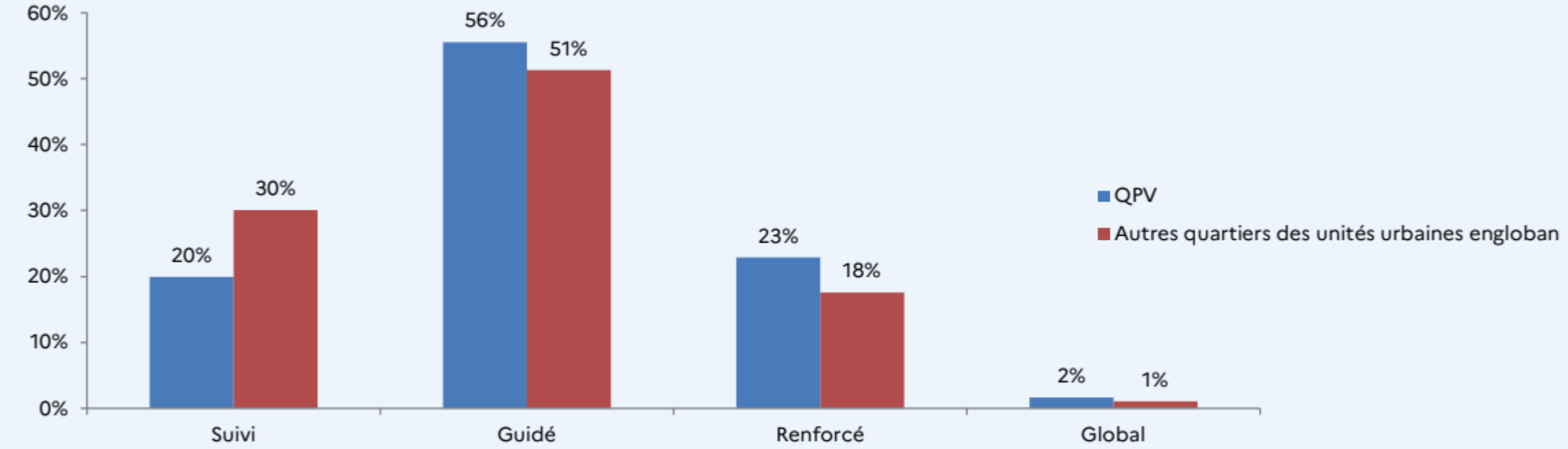
« Si les politiques publiques mises en œuvre contribuent réellement au rééquilibrage des chances dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville, elles ne suffisent pas pour autant à faire disparaître les difficultés importantes rencontrées par les habitants ou les entreprises désireuses de s'y installer. »

✓Quelques constats issus de ce rapport peuvent ainsi être soulignés :

- Des trajectoires professionnelles qui restent plus erratiques, y compris pour ceux qui sont au moins bacheliers.
- Un accès à l'emploi encore plus difficile pour les personnes à faible niveau de qualification, les jeunes et les femmes
- Des conditions d'emploi plus précaires (plus de CDD et de missions d'intérim)

Un peu plus d'accompagnements renforcés

Répartition des demandeurs d'emploi selon leur modalité de suivi et d'accompagnement



Source : Pôle emploi (STMT).
Champ : demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B ou C au 30 juin 2020.
Traitements : Pôle emploi.
Note de lecture : 23 % des demandeurs d'emploi des QPV bénéficient d'un accompagnement renforcé contre 18 % de ceux des autres quartiers des unités urbaines englobant au moins un QPV.

Retour sur le séminaire de travail du 28 mai 2019

Acteurs de la formation, de l'emploi et du développement économique

Partager les pistes de réflexion et de travail pour les QPV

3 questions fil rouge :

- ✓ Quelles méthodes, quels moyens pour aller vers les habitants éloignés de l'emploi ?
- ✓ Accès à la formation et à l'emploi, comment réduire les freins à la mobilité ?
- ✓ Comment mobiliser les acteurs économiques du territoire pour les quartiers ?

Mobile ?

- ✓ Une problématique multifactorielle véritable frein à l'insertion socioprofessionnelle des publics des quartiers prioritaires.

- ✓ Différentes origines :
  - freins cognitifs, psychologiques ou socioculturels
  - freins liés à une méconnaissance du réseau de transport
  - freins financiers

- ✓ Différentes réponses à créer, améliorer et/ou coordonner
  - Témoignage de plusieurs plateformes mobilité normandes

Connecté·e ?

FOCUS SUR LES DIFFICULTÉS IDENTIÉES POUR LES PUBLICS INTERROGÉS

49% des répondants expriment des difficultés particulières

dont : **47%** *concernent l'illectronisme ou des difficultés liées au numérique*

43% *concernent la non maîtrise de la langue française (33%) et l'illétrisme (10%)*

→ soit **2 facteurs d'exclusions** représentant **90%** des difficultés rencontrées

✓**Une enquête menée à Caen La Mer (104 questionnaires)**

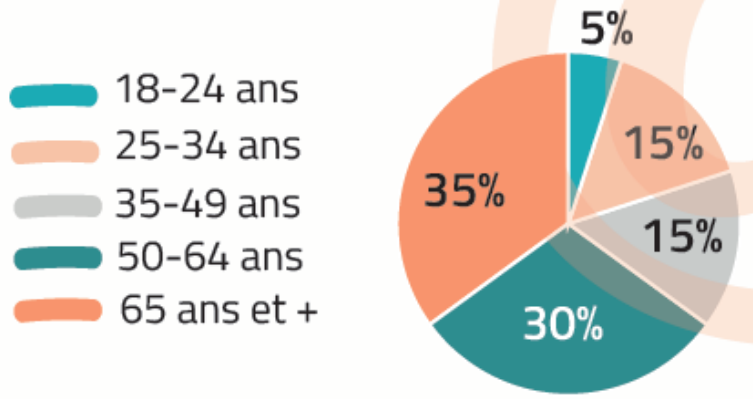
Connecté·e ?

FOCUS SUR LE NUMÉRIQUE

46% des répondants se disent en manque de confiance ou se considèrent en situation d'éloignement face au numérique

1/3 des répondants n'ont pas de connexion internet à leur domicile

Une situation d'éloignement face au numérique présente à tous les âges mais qui concerne davantage les publics âgés



Répartition des répondants déclarant un éloignement face au numérique selon l'âge (%)

Renforcer la mobilisation du droit commun

- ✓Concentrer les efforts en direction des territoires les plus en difficultés → une logique de rattrapage
- ✓Signature de conventions interministérielles pour la définition d'objectifs de mobilisation et de suivi

Comment ?

PLUS	Renforcement des moyens
MIEUX	Amélioration qualitative de l'offre
DE CONCERT	Coordination des interventions